

Haïti, un sophisme - un diaspora en Haïti

Ce 8 mars 2023, mon avion venait de décoller de l'Aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince vers Fort Lauderdale, en Floride, où je réside tout près à Weston. Confortablement installé sur mon siège incliné, toutefois mentalement épuisé après un séjour de 10 jours en Haïti, j'ai fermé les yeux pour enfin me détendre du stress de la réalité infernale quotidienne fouettant sans répit les Haïtiens qui ne savent plus à quels saints se vouer.

Soudainement, mes pensées s'envolèrent vers Brian Nichols, le sous-secrétaire d'État américain pour l'hémisphère occidental qui faisait le trajet en direction inverse vers Haïti. Nos avions se sont peut-être croisés à mi-chemin. Étonnamment, comme aujourd'hui, nos parcours se sont toujours croisés au carrefour de l'histoire, depuis que nos ancêtres africains ont subi l'esclavage en Amérique, les siens aux Etats Unis, les miens en Haïti.

J'ai fui Haïti en janvier 1966 à l'âge de 20 ans, curieusement pour les mêmes raisons que les jeunes Haïtiens aujourd'hui fuient Haïti : « La Peur ». Le médecin/dictateur de l'époque, le président François Duvalier et ses sbires, à l'instar des gangs et leurs patrons d'aujourd'hui, terrorisaient la population. Brian Nichols venait à peine de naître.

Deux personnes de même origine ! L'un, un Diaspora de 77 ans, avec un engagement de 36 ans en Haïti dans une organisation non gouvernementale, la *Haitian Resource Development Foundation* (HRDF) et doté d'une expérience de terrain en Haïti. Malgré cela, il lui est difficile d'appréhender les solutions, idées et méthodologies des plus simples aux plus complexes de la problématique haïtienne. L'autre, un Noir américain, sans expérience du terrain haïtien, qui arrive à Port-au-Prince avec peut-être en tête les hypothèses d'une solution pour rétablir la sécurité, organiser des élections à la fin de 2023 et résoudre ce qui semble être la sempiternelle crise haïtienne qui a commencé depuis 1804, 219 ans depuis l'année de son indépendance.

Toujours en route vers Fort Lauderdale alors qu'il est en route vers Port-au-Prince, je m'imagine la stupéfaction et le choc subit par Brian Nichols qui, en sortant de l'Aéroport Toussaint Louverture, dans sa voiture blindée et accompagné d'agents de sécurité armés jusqu'aux dents, se voit immédiatement confronté au chaos de Port-au-Prince - le fourmillement frénétique et effrénée de milliers de personnes dans les rues poussiéreuses et remplies d'ordures non ramassées, la circulation anarchique, de jeunes mendiants et bien d'autres reflets de ce chaos.

En longeant l'avenue Charles Sumner - du nom du sénateur américain et champion anti-esclavagiste à l'époque de la guerre civile aux Etats-Unis – Nichols verra l'expression de gratitude des Haïtiens. Il se souviendra que le 4 février 1862, Sumner, de la commission sénatoriale des relations extérieures, a présenté un projet de loi autorisant le président à nommer des représentants diplomatiques auprès de la République d'Haïti, qui était déjà indépendante depuis plus d'un demi-siècle. Malgré une opposition féroce des sénateurs du Sud, Sumner du Massachusetts, grâce à un effort herculéen, a obtenu la reconnaissance diplomatique d'Haïti longtemps retardée par les Etats-Unis.

Et alors que la limousine blindée de Brian Nichols, en route vers l'ambassade américaine, sépare prudemment la mer rouge de piétons noirs de Port-au-Prince, j'avais déjà atterri à Fort Lauderdale et pris calmement un taxi qui me cheminait rapidement et sans encombre chez moi sur l'autoroute 595.

Pendant mon séjour en Haïti, j'ai posé à des amis de l'élite et de la classe défavorisée la même question sur la conjoncture actuelle en Haïti. Mes amis « élitistes », conservant leur attitude privilégiée à l'égard du « gros peuple », ont répondu qu'ils étaient principalement préoccupés par l'insécurité persistante et espéraient le débarquement au plus tôt d'une force armée de blancs [étrangers] pour les libérer du fléau des gangs. Mes amis défavorisés, quant à eux, avaient deux soucis supplémentaires, obtenir un passeport et trouver un parrain pour « *file nan Biden* » [appliquer dans le cadre du nouveau programme pour les migrants haïtiens annoncé le jeudi 5

janvier 2023, par le président américain Joe Biden] pour s'échapper de l'île, ne serait-ce que pour deux ans environ.

De son côté, malgré sa connaissance de l'histoire de la contribution des avocats juifs américains durant les années 1960, lors des campagnes d'inscription des électeurs au Mississippi pendant le mouvement des droits civiques des Noirs américains, Brian Nichols, quand il s'entretiendra avec la classe politique haïtienne et après les avoir attentivement écouté, leur réitéra probablement la volonté de l'administration américaine pour l'amélioration de la sécurité du peuple haïtien à travers, d'une part, son soutien à la Police Nationale d'Haïti (PNH) et, d'autre part, le rétablissement de l'ordre démocratique à travers les élections à la fin de 2023. Puis il retournera à Washington et à l'aéroport, il prendra tranquillement, comme moi deux jours auparavant, un taxi pour retourner chez lui.

Quant à Haïti, ce pays, surnommé « *Entité Chaotique Ingouvernable* », depuis janvier 2023, n'est gouverné par aucun élu. Haïti n'a ni de pouvoir exécutif, ni de pouvoir législatif ni d'autorité judiciaire - ainsi ni président, ni sénateurs, ni députés, ni maires, ni conseillers communaux, etc.... Nil, Nada, Zip !

Quel constat et quelle analyse peut-on faire de cette situation ?

Les Haïtiens se sont créés un monde irréel. Une certaine sorte de sophisme dans un trou noir galactique dont le pays ne peut s'extriquer. Mais surtout, le mythe haïtien de son indépendance, de 1804 à nos jours, a détruit sa relation avec l'autre à travers la construction d'une posture faisant fi de l'altérité. En d'autres termes, Haïti s'est refermée sur elle-même au détriment d'une marche en avant avec les autres sociétés, freinant de ce fait les conditions de son propre développement. La réalité contemporaine que l'on peut constater des sociétés en voie de développement n'a pas été validée en Haïti, car le poids des traditions et des rites l'empêche de franchir le pas vers la modernité.

Aujourd'hui, la plupart des Haïtiens vivent dans des conditions comparables aux sociétés médiévales. Cela rappelle mes années dans le Grand Sud des États-Unis au début des années 1980, lorsque j'ai observé que de nombreux de nos frères Noirs américains y vivaient dans les mêmes conditions rétrogrades. Je me souviens avoir partagé des photos avec quelques amis de Shreveport, en Louisiane. En regardant les photos, ils étaient déconcertés par les conditions misérables et arriérées en Haïti. Surprise ! Je leur ai souligné que j'avais pris ces photos à quelques minutes de Shreveport, de l'autre côté de la voie ferrée.

L'une des mesures importantes prises par le gouvernement américain pour surmonter ce problème Brian Nichols doit être bien familiarisé avec cette ironie. Pour y palier, le gouvernement américain a créé, à partir de 1837, le réseau de Collèges et d'Universités Historiquement Noirs (*Historically Black Colleges and Universities* [HBCU]). La plupart de ces écoles ont été fondés pendant la période de la Reconstruction et sont concentrées dans le sud des États-Unis, après la guerre civile, pour promouvoir principalement l'éducation des Noirs américains. L'actuel vice-président américain, Kamala Harris, est une diplômée et un produit exemplaire de HBCU.

Dès lors, les questions qui se posent sont, donc, les suivantes : Comment créer les conditions de la modernité dans une société où les rites et traditions prédominent et où les religions en sont un des vecteurs fondamentaux ? Comment créer les conditions d'un changement qui éliminera notamment la corruption et favoriser l'équité sociale ?

En 2005, bien avant que le sous-secrétaire n'entre en scène, des réponses à ces questions ont été formulées par le Groupe Consultatif sur Haïti mis en place par le gouverneur de l'époque, Jeb Bush. J'étais un des membres du groupe. Les recommandations couvrant la sécurité, le développement économique, la préparation et la réponse aux catastrophes, ont été approuvées par le Département d'État américain. Précédant le tremblement de terre de 2010 et les bouleversements de ces dernières années, ce rapport pourrait être actualisé et mis en œuvre.

Il faut noter que sur les vingt-cinq recommandations, seule celle préconisant une politique d'importation plus favorable - la loi HOPE - a été implémentée pour la création d'emplois et le développement économique dans le secteur manufacturier. Par coïncidence, ce mercredi 8 mars 2023, le sénateur américain de la Floride, Marco Rubio, a réintroduit la loi HOPE pour un renouvellement de 10 ans. Mais toutes les autres recommandations sont restées inactives, attendant un signal d'alarme. Ils doivent être mises en œuvre comme un ensemble cohérent, car le développement économique ne peut se réaliser sans la sécurité, qui constitue la fondation des sociétés.

Une autre approche complémentaire pour engager le processus de modernité en Haïti et l'affranchir du poids des rites et des traditions consiste en la mise en place d'un système éducatif puissant visant à développer le savoir et l'autonomie, afin de faire de chaque enfant un citoyen responsable et acteur de la société, à l'image des « Hussards Noirs » de la République mis en place par le célèbre Jules Ferry sous la troisième République Française dans les années 1870 – 1880. Ce surnom de « Hussards Noirs » vient de la couleur noire des uniformes des étudiants de l'Ecole Normale qui vont devenir instituteurs. L'idée fondamentale est d'assurer l'instruction obligatoire gratuite et laïque afin de faire disparaître « *la dernière, la plus redoutable des inégalités qui vient de la naissance, l'inégalité d'éducation* », comme l'a déclaré Jules Ferry dès 1870. Aujourd'hui en Haïti, quatre-vingts pour cent de l'éducation n'est assurée par l'Etat dont c'est l'une de sa mission fondamentale.

Bien sûr, la modernité éducative présuppose un État-Nation fonctionnel et solvable, avec une tolérance zéro contre la corruption. Pour cela, les citoyens doivent pouvoir détecter et combattre la corruption, se prémunir contre la tentation de se corrompre eux-mêmes, et éradiquer de leur esprit ce célèbre slogan du Père de la Patrie, Jean-Jacques Dessalines : " *Plimen poul la, men pa kite l rele !*" [*Plumez la poule, mais évitez qu'elle fasse de bruit.*]

Enfin, passer à la modernité, c'est également disposer d'un personnel politique et économique doué d'intégrité et respectueux des institutions. Dans cette crise sans précédent, on peut constater que le Canada vient de sanctionner plusieurs membres de l'élite haïtienne, incluant anciens présidents, premiers ministres, sénateurs, députés, puissants hommes d'affaires, pour leur soutien financier et opérationnel –illicite, direct ou indirect-- à des gangs armés.

Pour conclure, j'aimerais inviter Brian Nichols à Aquin, loin du tumulte de Port-au-Prince pour aborder toute cette problématique. Il constatera alors la confrontation entre cette matrice historique et les conditions d'implémentation de la modernité en regardant au loin la petite île bien nommée « **La Trompeuse** ». Il embrassera allégoriquement cette illusion de cette île où se sont échoués beaucoup de rêves et de vies, comme c'est le cas souvent en Haïti depuis toujours.

D'après la légende, « **La Trompeuse** » a été nommée après cette mignonne haïtienne qui y a été exilée pour avoir trompé son mari, un élégant officier français. Les deux autres explications sont cependant véridiques. La première était la vente d'illusions et de chimères - des chalets de rêves "authentiques" sur pilotis sur **La Trompeuse** - conçues et dessinées par deux architectes arnaqueurs haïtiens et français, puis colportées et vendues, "clef en main", à des Haïtiens financièrement non avertis de la diaspora. La seconde vérité est que certains nageurs aventureux et téméraires qui, sans cesse, s'imaginent, après quelques brasses vigoureuses, capables d'arriver comme des champions olympiques sur les beaux rivages de **La Trompeuse**, mais qui vont se noyer, disparaître et être emportés par les courants puissants et sous-jacents. **La Trompeuse** n'est-elle pas la représentation métaphorique d'Haïti dans lequel le poids majeur des rites et traditions empêche que les vagues de la modernité s'échouent sur les rivages de la société haïtienne ?

Comme le sénateur Charles Sumner dans sa lutte pour la reconnaissance diplomatique américaine d'Haïti et les avocats juifs américains dans leurs supports des campagnes d'inscription des électeurs au Mississippi lors du mouvement des droits civiques des Noirs américains, Brian Nichols a aujourd'hui l'opportunité, en partenariat

avec les HBCU, de poser les jalons de la reconstruction d'Haïti, en promouvant une réforme profonde du système éducatif haïtien. Il pourra surtout actualiser les recommandations émises en 2005 par le Groupe Consultatif du Gouverneur Bush sur Haïti de la diaspora en Floride, afin que l'ensemble des actions soient en cohérence au bénéfice de tous, pour un accès à tous les citoyens haïtiens pour une équité de leurs droits et afin d'aider les futures générations haïtiennes à faire le saut de grenouille vers la modernité.

Aldy CASTOR, M.D., aldyc@att.net

Président : *Haitian Resource Development Foundation (HRDF)*

Directeur : *Emergency Medical Services for Haiti Medical Relief Mission, Association of Haitian Physicians Abroad.*

Membre de United Front Haitian Diaspora

Philippe FRANÇOIS, philippefrancois.fr@gmail.com

Ancien administrateur territorial en France ;

Consultant auprès du bureau du président de la HRDF ;

Diplômé en sociologie de l'Université Paris IX Dauphine, Dynamique des Organisations et Transformations Sociales

Diplômé en gestion et administration des Collectivités locales de l'Université Paris XII, Val-de-Marne

28 mars 2023